

Marchés	avr.-23	mars-23	+/- %	France €/l	mars-23	févr.-23	+/- %
Brent \$/b	86,0	78,4	9,6%	E10	1,86	1,88	-1,0%
Gaz TTF €/MWh	44,3	53,3	-16,9%	Essence SP95	1,89	1,91	-1,2%
Elec France €/MWh	132,8	108,8	22,0%	Gazole	1,81	1,84	-1,6%

L'accord OPEP+, en cohésion voire en soutien à la Russie, symbole des nouveaux équilibres géopolitiques.

Le prix du Brent, en forte hausse la semaine passée (Fig. 1), a atteint 86 \$/b en moyenne, en hausse de 10 % (WTI à 80,6 \$/b, 9,3 %). Si l'on exclut la période d'incertitude liée à la guerre en Ukraine qui a conduit à des prix compris entre 90 \$/b et 130 \$/b (mars à septembre 2022), les prix actuels se situent dans la zone haute atteinte très rarement depuis janvier 2015. La hausse, portée par la bonne tenue des marchés financiers, est due principalement au récent accord OPEP+ du 3 avril. Le nouveau recul des stocks de pétrole aux Etats-Unis (- 9 Mb depuis le 10 mars) est de nature à soutenir également les prix du pétrole. Il convient à l'inverse de noter que les exportations de pétrole depuis la région semi-autonome du Kurdistan via la Turquie sont relancées (0,4 Mb/j). Enfin, la crise récurrente concernant Taiwan crée une menace potentielle pour l'économie mondiale comme l'a rappelé le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, soulignant que « 50 % du trafic commercial passe chaque jour à travers ce détroit (de Taiwan) et que 70 % et plus des microprocesseurs sont produits à Taïwan ».

Baisse volontaire de 1,6 Mb/j pour l'OPEP+. Le Comité Ministériel Conjoint de Suivi (JMMC) de l'OPEP+ a entériné le 3 avril dernier les ajustements volontaires de production. Ils aboutissent au total à une baisse, entre mai et décembre prochain, de 1,6 Mb/j, dont 1,0 Mb/j pour les pays de l'OPEP et 0,6 Mb/j pour les pays partenaires (Fig. 2). Les principales baisses concernent l'Arabie saoudite et la Russie (0,5 Mb/j chacun), l'Irak (0,2 Mb/j) et le Koweït et les EAU (0,1 Mb/j environ pour chacun). Le JMMC précise que ces réductions volontaires s'ajouteront aux ajustements de production décidés lors de la 33^e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP d'octobre 2022 (-2 Mb/j au total).

Un accord en soutien implicite à la Russie. L'accord OPEP+ met en évidence la volonté de soutenir les cours du pétrole, volonté soulignée dans une formule plus diplomatique par le JMMC qui justifie ainsi la baisse de production : « mesure de précaution visant à soutenir la stabilité du marché pétrolier ». L'accord souligne de plus la forte cohésion au sein de l'OPEP+ en particulier entre la Russie et l'Arabie saoudite, cohésion rappelée lors de la visite en Russie le 9 mars du ministre saoudien des Affaires étrangères. La conséquence de cet accord est en tout état de cause une remontée des cours de l'Ural à plus de 53 \$/b début avril (44 \$/b en mars) et une légère réduction de l'écart de prix par rapport au Brent (32 \$/b contre 35 \$/b en avril ; Fig. 3). Ces évolutions pourraient faire passer les revenus pétroliers de la Russie de 11,6 G\$ en février à 14,5 G\$ en avril, proche du revenu moyen mensuel de 2021 quand le Brent était à 71 \$/b et l'Ural à 68 \$/b.

Un accord sur fond de tensions avec les Etats-Unis. L'accord OPEP+, qui souligne la proximité entre l'Arabie saoudite et la Russie, doit être analysé en tenant compte des tensions entre le cartel pétrolier et les Etats-Unis. A titre d'illustration, il convient de rappeler l'interview du ministre saoudien de l'énergie qui, en mars dernier, dénonçait avec une grande fermeté l'idée du projet de loi américain « NOPEC »¹. Cette idée avait été évoquée dès le mois d'octobre 2022 après la baisse de l'offre OPEP+ (-2 Mb/j). Le ministre saoudien de l'Énergie avait déclaré, en forme d'avertissement, que le Royaume ne vendrait de pétrole à aucun pays qui imposerait un plafond de prix sur ses approvisionnements et qu'il réduirait également la production de pétrole. L'accord OPEP+ s'inscrit dans un cadre plus large de transformation du contexte géopolitique mondial, illustré entre autres par les achats massifs du pétrole russe par la Chine et l'Inde, le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran², pays sous sanction américaine, et par une évolution symbolique rappelée récemment par une source indienne (Megh Updates), à savoir le dépassement en 2020 du PIB (en PPP, parité de pouvoir d'achat) des pays du G7 par celui des BRICS.

Quel niveau effectif de production de l'OPEP+ ? Estimer la production effective de l'OPEP+ est une tâche relativement difficile dans la mesure où il existe de nombreux biais ou incertitudes. Le premier problème est lié au non-respect des quotas. La production réelle était inférieure au cumul des quotas de 1,8 Mb/j en février dont 0,7 Mb/j pour l'OPEP à 10 (Angola et Nigeria en dessous des quotas) et 1,1 Mb/j pour les pays partenaires (dont Russie : 0,6 Mb/j). La

¹ La « loi sur l'interdiction des cartels de production et d'exportation de pétrole », également connue sous le nom de NOPEC, qui permet en théorie aux États-Unis de prendre des mesures contre les pays de l'OPEP, a été réintroduite mercredi dernier par un groupe bipartisan de sénateurs. Évoquée dès octobre dernier, elle n'a jamais été mise en œuvre par le passé.

² La rencontre en Chine, le 6 avril, entre les ministres des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite et de l'Iran, avait pour but de discuter des détails clés de la reprise de leurs relations bilatérales.

production future de la Russie est également source d'incertitudes. Deux scénarios sont envisageables : stabilité de la production dans les prochains mois ou un recul prolongé à l'image du scénario retenu par l'AIE (Fig. 4). L'écart entre ces deux scénarios atteint 0,9 Mb/j fin 2023. Enfin, pour les pays OPEP non soumis à quotas, leur production tend à se stabiliser depuis 2021 (Libye, Venezuela) voire à légèrement augmenter (Iran ; Fig. 5). Sur ces bases, la production de l'OPEP+ pourrait passer de 47,3 Mb/j (hors LGN OPEP) en février à 45,7 Mb/j (Russie stable) ou 45,2 Mb/j (scenario AIE) en mai prochain, soit un recul de 1,6 à 2,1 Mb/j (Fig. 6).

Un équilibre offre/demande incertain en 2023. Au-delà de la production effective de l'OPEP+, la seconde source d'incertitude tient à l'évolution de la demande mondiale de pétrole. A titre d'illustration, les anticipations de l'AIE sont bien supérieures à celles de l'EIA au second semestre 2023, les écarts se situant à 1,5 Mb/j au 3^e trimestre et à 2 Mb/j au 4^e trimestre (Fig. A1). En dehors de considérations plus politiques, la décision de l'OPEP+ a pu aussi se fonder sur ce risque lié aux incertitudes économiques pour entériner sa décision. Le résultat de cette divergence sur la demande mondiale conjuguée à l'incertitude sur la production OPEP+ est un bilan offre/demande incertain (Fig. A4). Sur la base des perspectives de l'EIA, le marché serait légèrement excédentaire en 2023 alors que le déficit serait très important en retenant les hypothèses de demande de l'AIE. Selon le scénario retenu, une pression modeste ou très importante sur le prix pourrait en résulter. En revenant autour des 85 \$/b, le « marché », qui a entendu le message de fermeté de l'OPEP+, table pour le moment sur l'anticipation de pressions significatives.

Figure 1 : Prix spot du Brent en 2022 et 2023

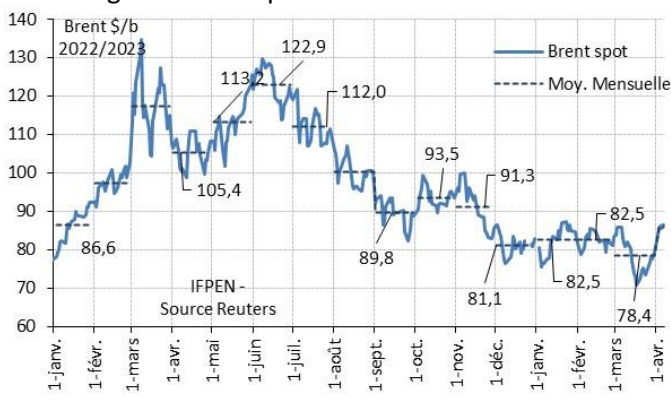


Figure 2 : Accord OPEP+ du 3 avril 2023

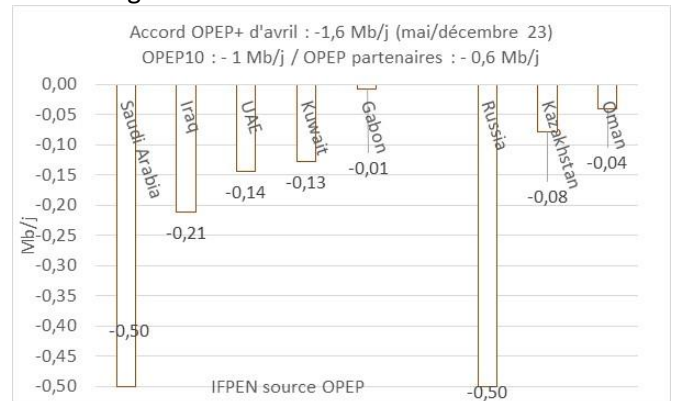


Figure 3 : Prix du Brent et de l'Ural

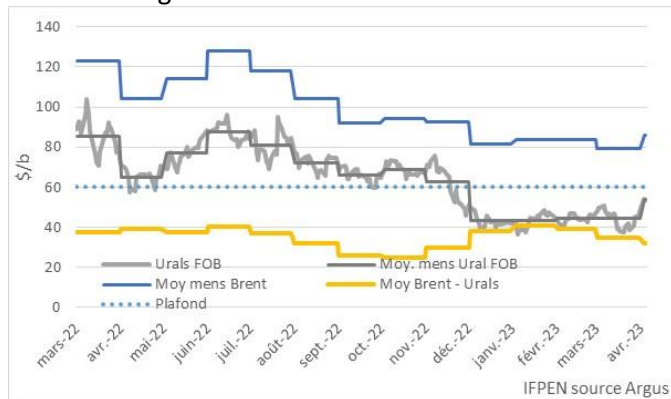


Figure 4 : Production de pétrole de la Russie

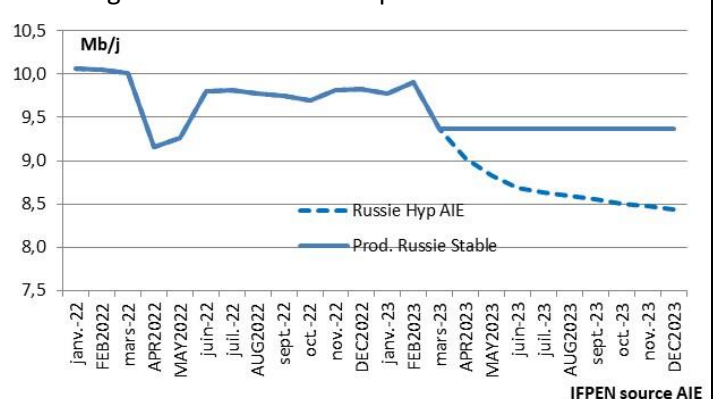


Figure 5 : Production de pétrole des pays hors quota

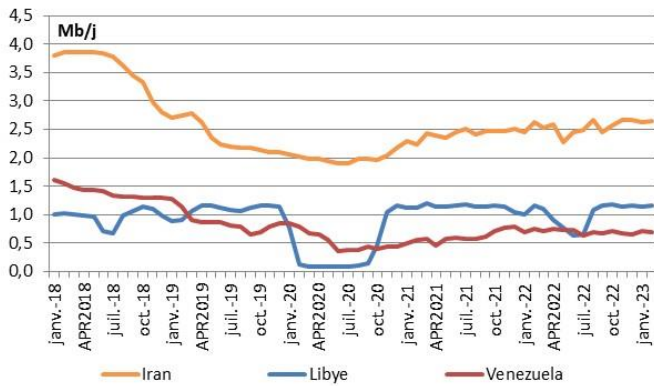


Figure 6 : Quota et production OPEP+

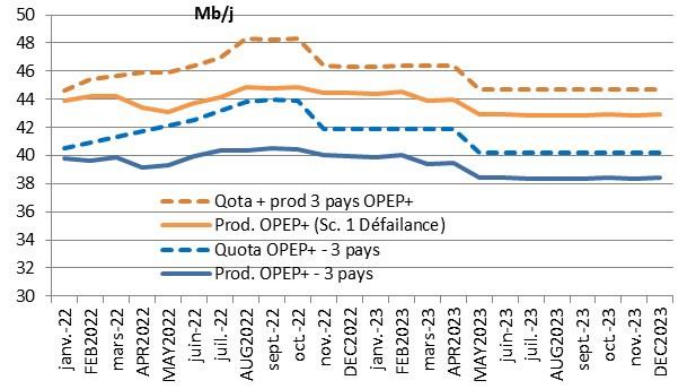


Figure 7 : Ecart prix essence - Brent

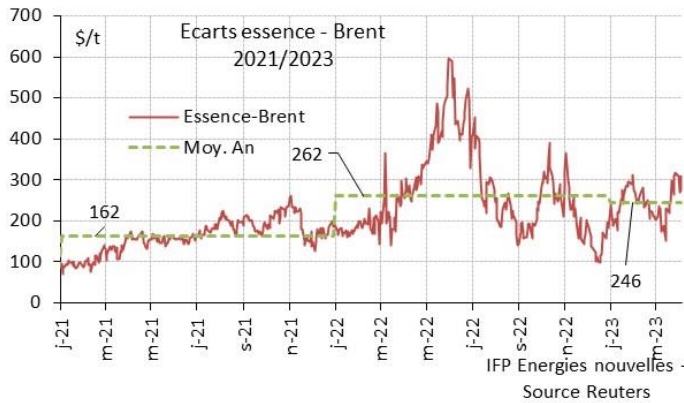


Figure 8 : Ecart prix gazole - Brent

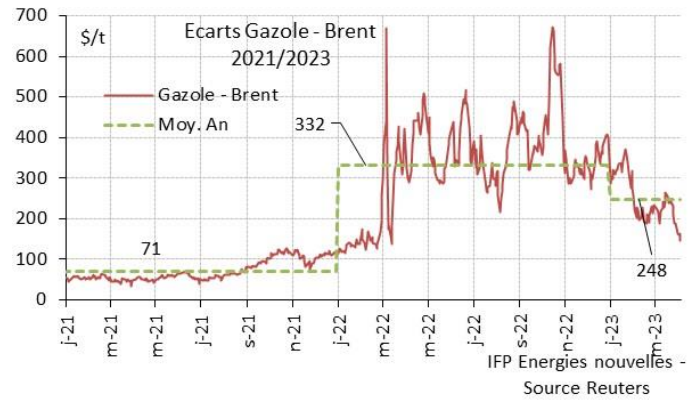


Figure 9 : Prix des produits pétroliers en France

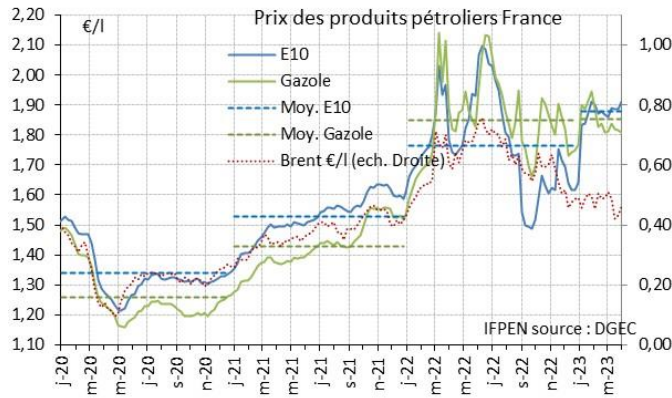
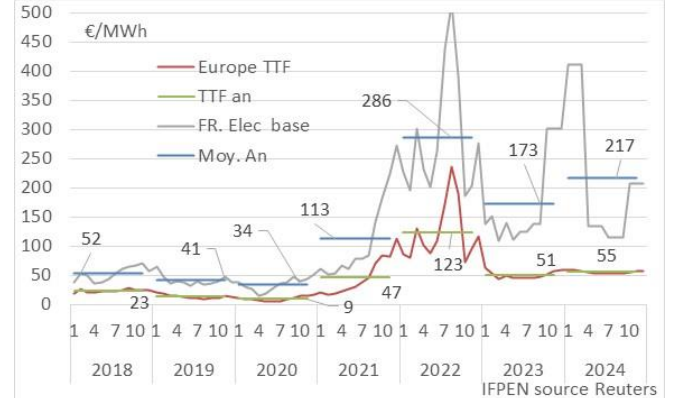
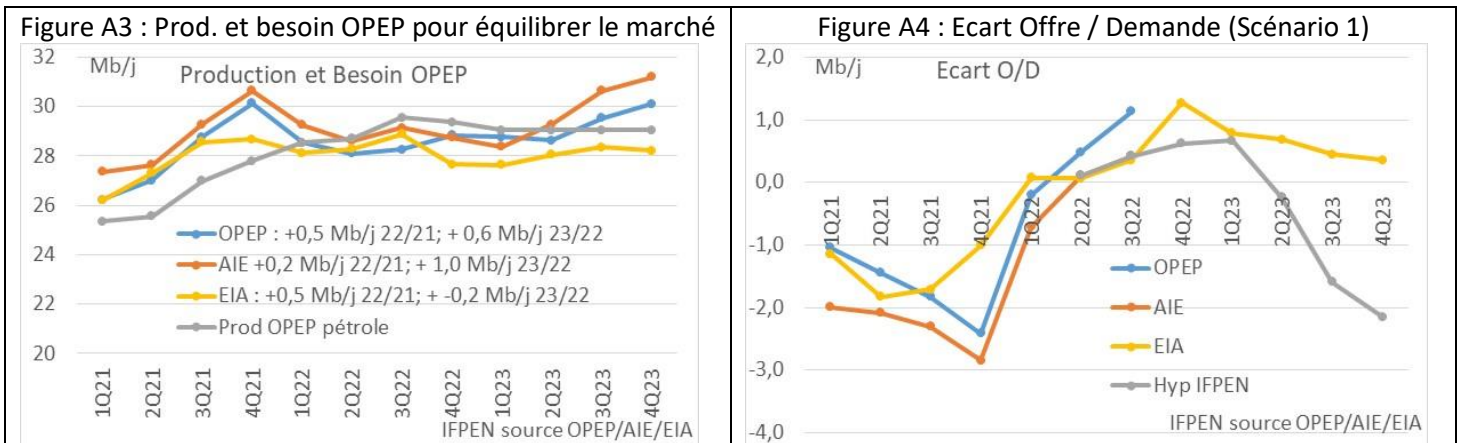
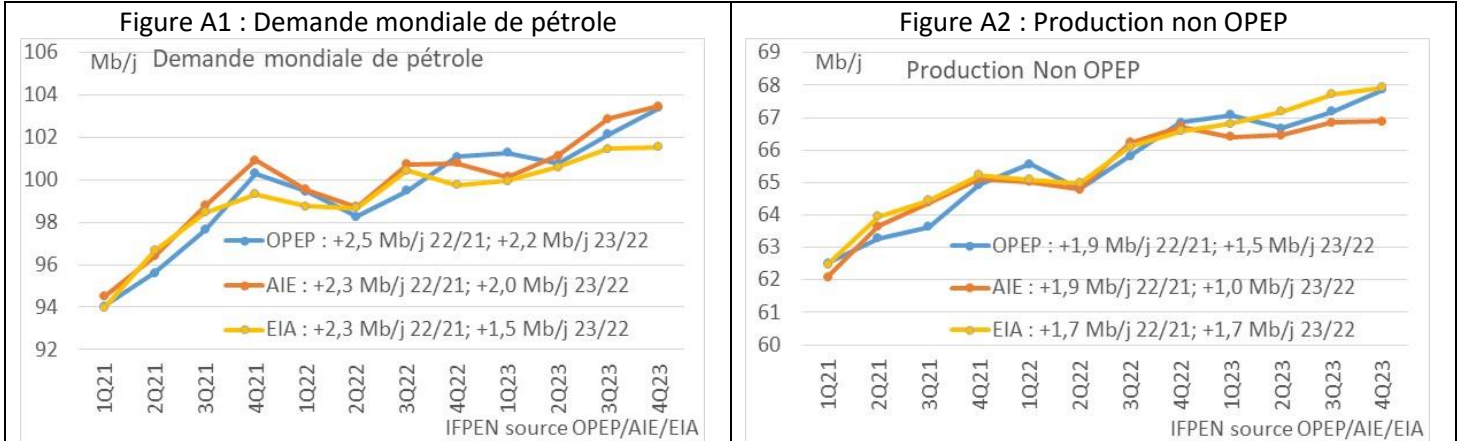


Figure 10 : Prix du gaz TTF et de l'électricité en France



Annexe : Equilibre Offre / Demande par trimestre (données AIE, EIA et OPEP)



Scénario 1 : hausse modérée de production du Nigeria et de l'Angola

